



CHRONIQUES

Allemandes

N° 12

1^{er} octobre 2013

La crise de la dette et de la zone euro a montré à quel point la situation économique et politique prévalant dans les autres pays européens avait des implications en France. Le sort de notre pays apparaît ainsi de plus en plus lié à celui de nos partenaires au premier rang desquels l'Allemagne.

Sur tous les grands sujets : fiscalité, compétitivité des entreprises, énergie (sortie du nucléaire par exemple) ou bien encore éducation, l'exemple allemand est désormais systématiquement convoqué dans le débat français soit pour s'en inspirer soit pour en pointer les limites.

Cette tendance, déjà ancienne, s'est renforcée ces dernières années et la campagne électorale en a donné de nombreux exemples.

C'est dans ce contexte que l'Ifop a décidé de rédiger et publier régulièrement des notes d'analyse (réalisées à partir d'enquêtes de l'Ifop ou d'instituts allemands) sur la situation politique et économique en Allemagne.

Retour sur les résultats des élections législatives allemandes

Les élections législatives allemandes se sont soldées par une large victoire de la CDU/CSU, le parti d'Angela Merkel ne ratant qu'à cinq sièges la majorité absolue. Avec 41,5% des voix et une progression de 7,7 points, les chrétiens démocrates renforcent leur statut de premier parti loin devant le SPD, qui améliore certes son score de 2009 (le plus mauvais de son histoire) mais de seulement 2,7 points pour atteindre 25,7%. Tandis que pour la première fois depuis quasiment cinquante ans, ces deux grandes formations progressent de concert, les trois autres partis présents au Bundestag reculent. La chute la plus violente est enregistrée par le FDP, le partenaire libéral de la CDU/CSU dans la coalition sortante, qui passe de 14,6% à seulement ... 4,8% et se voit ainsi exclu du parlement (car n'ayant pas franchi le seuil des 5%). En recul de 3,3 points à 8,6%, die Linke, formée par des anciens communistes et des dissidents du SPD, devient (après l'élimination du FDP) la troisième force représentée au Bundestag, juste devant les écologistes de die Grünen (8,4%, -2,3 points). Enfin, autre enseignement du scrutin, le mouvement anti-Euro, Alternative für Deutschland (AfD) rate de peu sa qualification avec 4,7% des voix.

Déjà publiés

N°1 – Sept. 2005 : *Recomposition de la gauche : à l'Est du nouveau ? Retour sur les résultats des élections allemandes de 2005*

N°2 – Sept. 2009 : *Quand la gauche radicale s'installe en Allemagne. Analyse sur le vote die Linke*

N°3 – Mai 2010 : *Analyse sur les élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie*

N°4 – Oct. 2010 : *La percée du FPÖ aux élections municipales de Vienne*

N°5 – Déc. 2010 : *Regards franco-allemands sur la crise de l'Euro*

N°6 – Avril 2011 : *Le Bade Wurtemberg passe aux Verts : un effet Fukushima*

N°7 – Avril 2012 : *Fin de la coalition « jamaïcaine » et percée des « Pirates » : retour sur les élections régionales en Sarre*

N°8 – Mai 2012 : *Premier bilan sur les élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie : cuisant revers pour la CDU et large victoire pour le SPD*

N°9 – Juillet 2012 : *L'opinion publique allemande face à la crise de l'Euro*

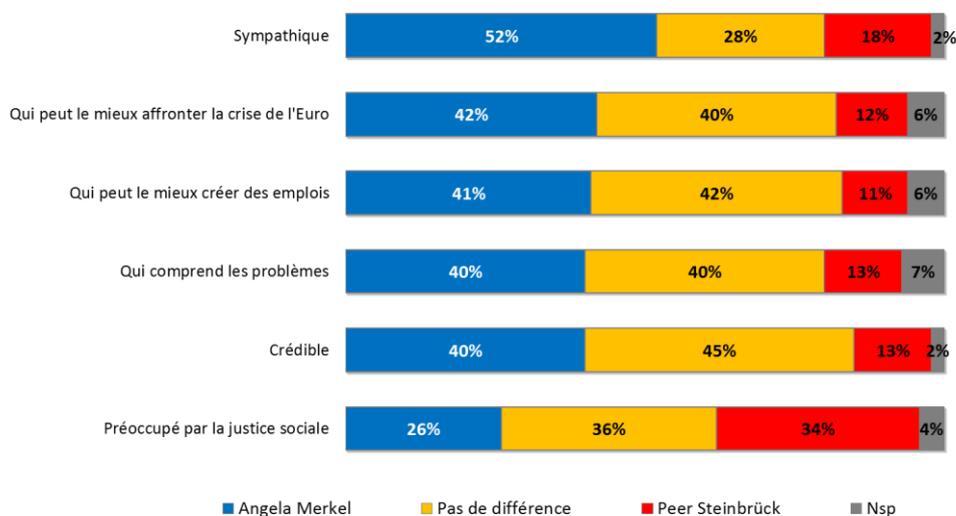
N°10 – Février 2013 : *Regards et attentes sur les relations franco-allemandes 50 ans après le Traité de l'Élysée*

N°11 – Septembre 2013 : *L'état de l'opinion allemande à la veille du Bundestagswahl*

1. L'image et le bilan d'Angela Merkel ont joué un rôle décisif dans la victoire de la CDU/CSU.

Cette troisième victoire consécutive des chrétiens-démocrates s'appuie bien entendu sur la bonne image du parti, sur la situation économique envieuse que connaît l'Allemagne, mais aussi et surtout sur le bilan d'Angela Merkel. Elle bénéficie, en effet, en tant que Chancelière d'une popularité inégalée depuis le niveau record atteint par Helmut Kohl en 1990 au lendemain de la chute du Mur et au moment de la réunification. 80% des Allemands se disent ainsi satisfaits de son action et comme on peut le voir sur le graphique suivant, elle surclasse Peer Steinbrück, son rival social-démocrate, sur presque tous les traits d'image.

Les traits d'image des deux principaux leaders.



Source : Forschungsgruppe Wahlen

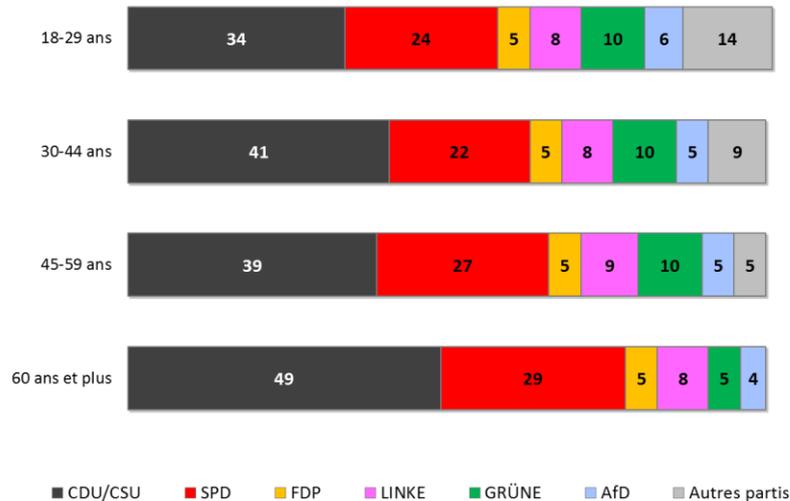
Au total et pour résumer, 60% des Allemands souhaitent voir Angela Merkel occuper le poste de Chancelier contre seulement 31% pour Peer Steinbrück. Cet avantage, très net, a encore été amplifié par le fait que la question de l'identité du Chancelier versus la composition de la coalition a beaucoup plus compté que lors des précédents scrutins dans les motivations des électeurs : 34% (et 45% parmi les électeurs de la CDU/CSU) cette année contre 28% en 2009 et 19% en 2005.

Parallèlement à la suprématie d'Angela Merkel sur Peer Steinbrück en terme d'image, la CDU/CSU en tant que parti a également surclassé le SPD sur de nombreux sujets comme l'économie (47% contre 17%), la lutte contre le chômage (40% contre 22%) ou la gestion de la crise de la zone euro (38% contre 20%). Le rapport de force était plus équilibré sur les retraites (29% contre 25%), les impôts (32% contre 27%) ou bien encore la politique familiale (30% contre 29%), thèmes sur lesquels les socio-démocrates avaient avancé un certain nombre de propositions assez populaires. De manière assez traditionnelle, c'est sur l'item de la justice sociale que le SPD devançait le CDU/CSU (35% contre 26%) même si l'écart sur cette dimension (9 points) était bien moindre que celui enregistré par les conservateurs sur l'économie (30 points).

2. La sociologie des différents électorats.

Comme le montre le graphique suivant, le parti d'Angela Merkel a enregistré ses meilleurs résultats dans l'électorat âgé avec un score de 49% parmi les 60 ans et plus (et même 53% parmi les femmes de plus de 60 ans contre 44% pour les hommes de cette génération), ce qui lui a permis de bénéficier d'une avance décisive de 20 points sur le SPD dans cette tranche d'âge qui pèse lourd en Allemagne et qui vote davantage que le reste de la population.

Le vote selon les tranches d'âge.



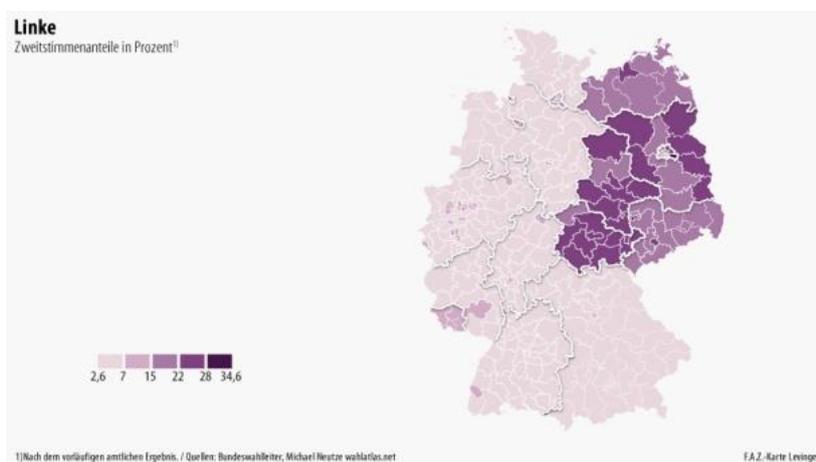
Source : Forschungsgruppe Wahlen

Si la progression de la CDU/CSU par rapport à 2009 a été homogène dans toutes les tranches d'âge, le SPD a, quant à lui, enregistré un gain principalement parmi les moins de 30 ans (+8 points contre +2 points dans les autres tranches d'âge), classe d'âge où les pertes ont été particulièrement fortes pour le FDP (-12 points) et pour die Grünen (-4 points).

Ces derniers atteignent leurs meilleurs résultats parmi les diplômés du supérieur (15%) et les personnes ayant le niveau bac (12%) contre 6% auprès des peu diplômés et 4% des sans diplôme. Die Grünen sous-performent également parmi les ouvriers avec 4% seulement, derrière le parti anti-Euro, AfD, qui obtient 6% (et qui a donc réussi à toucher une partie de l'électorat populaire, nous y reviendrons) et die Linke 13%. Si le SPD est devancé par la CDU/CSU (27% contre 35%) dans l'électorat ouvrier il s'impose, de peu, parmi les chômeurs avec 25% contre 22% à la CDU/CSU et 21% à die Linke toujours bien implantée parmi les oubliés du « miracle allemand », notamment ceux vivant dans l'ex-RDA.

3. Éléments de géographie électorale.

Près de 25 ans après la chute du Mur de Berlin, la césure électorale entre les « anciens » et les « nouveaux » Länder est toujours vivace. Elle apparaît notamment de façon spectaculaire quand on observe la carte du vote en faveur de Lie Linke. Hormis quelques scores en Sarre (fief d'Oskar Lafontaine) et dans quelques circonscriptions de la Ruhr, ce parti n'est pas parvenu véritablement à percer à l'ouest et tous ses bastions sont situés à l'est de l'ancien Mur.



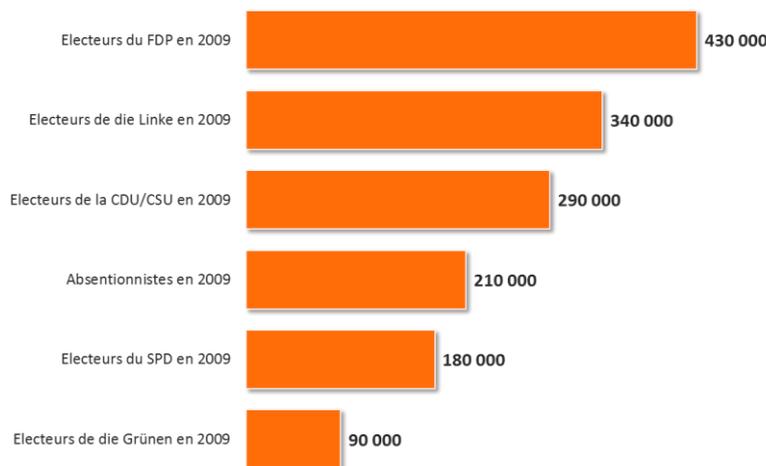
Cette césure se retrouve même de manière caricaturale à l'échelle de la ville de Berlin où die Linke est parvenue à l'emporter au scrutin direct (la moitié des députés allemands sont élus la proportionnelle sur un scrutin de liste quand l'autre moitié l'est au scrutin uninominal à un tour dans des circonscriptions) dans quatre des cinq circonscriptions de l'ex-Berlin-Est. La capacité à obtenir des scores élevés sur les « Erstestimmen » (les premières voix, c'est-à-dire celles avec lesquelles sont élus les députés au scrutin uninominal) est un bon indicateur du niveau d'enracinement d'un parti dans un territoire dans la mesure où ses candidats sont alors perçus comme pouvant l'emporter. Or, si die Linke a remporté quatre circonscriptions à Berlin-Est, ses candidats ont également obtenu des résultats élevés dans d'autres circonscriptions toutes situées dans les « nouveaux » Länder, comme le montre le tableau ci-dessous.

Résultats des candidats de die Linke dans certaines circonscriptions (Erstestimmen).

Circonscription	Land	Résultats
Berlin-Treptow	Berlin	42,2% (élu)
Berlin-Lichtenberg	Berlin	40,3% (élu)
Berlin-Marzahn	Berlin	38,9% (élu)
Märkisch-Oderland	Brandebourg	32,9%
Rostock II	Mecklembourg-Poméranie	30,7%
Altmark	Saxe-Anhalt	30,3%
Anhalt	Saxe-Anhalt	28,8%
Berlin-Pankow	Berlin	28,3% (élu)
Frankfurt-Oder	Brandebourg	28%
Mansfeld	Saxe-Anhalt	27,6%
Suhl-Schnalkaden	Thuringe	27,3%
Gera-Jena	Thuringe	27%

De manière pas forcément aussi attendue, le parti anti-Euro, l'AfD, a également obtenu ses meilleurs résultats à l'Est (5,8% contre 4,4% à l'Ouest). Ce fut notamment le cas en Saxe (6,8%), en Thuringe (6,2%) ou bien encore dans le Brandebourg (6%). Alors que les dirigeants de ce parti sont pour la plupart issus de la CDU/CSU et que les cadres d'entreprise ou les professeurs d'économie y sont surreprésentés, ce nouveau mouvement a su séduire un électorat protestataire assez composite. Si, comme on peut le voir sur le graphique suivant, les transferts de voix les plus importants sont venus des électeurs du FDP de 2009, le second apport le plus significatif provient de die Linke, d'où les bons résultats dans les nouveaux Länder.

L'origine politique des électeurs de l'AfD.

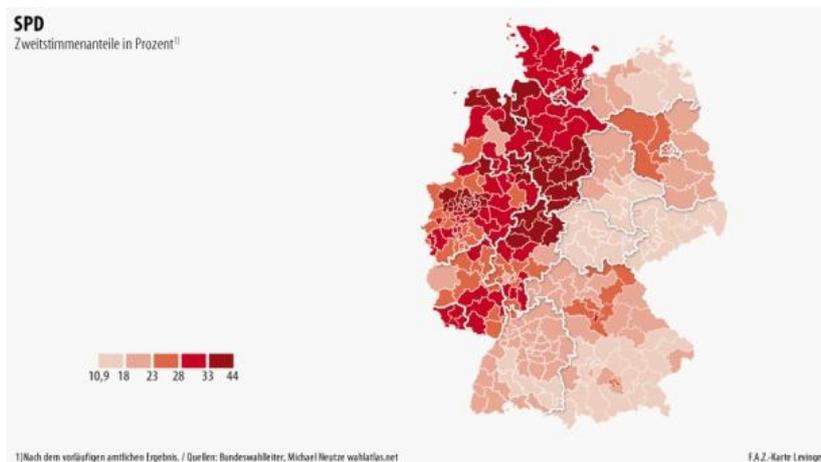


Source : Infratest-DIMAP

Cet attrait d'un électorat de gauche (notamment à l'Est) pour l'AfD se retrouve également, comme on l'a vu, dans les relativement bons scores obtenus parmi les chômeurs et les ouvriers. Mais parallèlement à cela, ce nouveau parti a également mordu à droite, et dans des territoires parmi les plus riches du pays, y compris en Hesse (5,6%) où siège la Banque Centrale Européenne et la Bundesbank, ou bien encore au sud de Munich ou dans toute une partie du Bade-Würtemberg. Tout se passe comme si l'AfD avait à la fois capté un vote protestataire populaire et un vote plus bourgeois et nanti, tous deux fédérés dans la volonté de ne plus payer pour la Grèce et de revenir au Deutschemark.

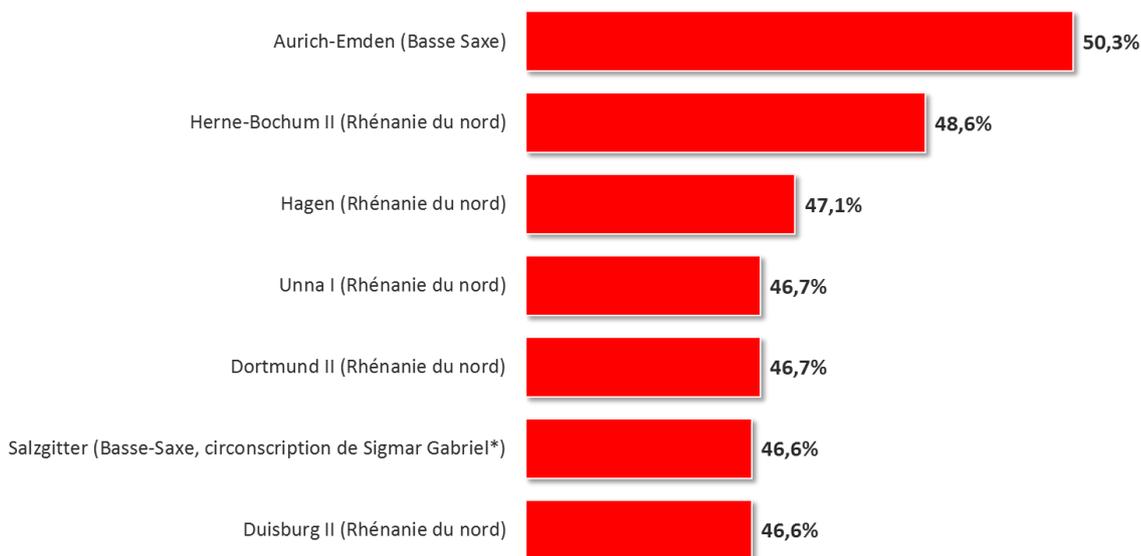
Concurrencés sur leur thème de prédilection par une Angela Merkel ayant engagé l'Allemagne dans la transition énergétique avec l'arrêt de toutes les centrales nucléaires, les écologistes de die Grünen ont opté pour une stratégie de surenchère qui n'a pas été payante. Entre les hausses de taux d'imposition pour les classes moyennes supérieures (catégorie dans laquelle se recrutent bon nombre de leurs soutiens...) et l'instauration d'une journée végétarienne hebdomadaire, les écologistes ont perdu une partie de leurs électeurs. Comme à l'accoutumée, leurs meilleurs résultats ont été enregistrés dans les grands centres urbains qu'ils s'agissent de quartiers alternatifs comme les circonscriptions berlinoises de Kreuzberg-Prenzlauerberg (39,9%, seule circonscription gagnée par les verts au scrutin direct), de Tempelhof (20,3%) ou bien encore de Mitte (18,4%), ou plus bourgeois notamment dans le Land de Bade-Würtemberg (où die Grünen ont remporté les élections régionales en 2011) : 20,9% dans la ville universitaire de Freiburg et 27,5% dans la circonscription de Stuttgart I.

A l'exception de quelques points d'appui secondaires dans le Brandebourg, au nord de la Bavière et autour de la Sarre, la carte montre que la plupart des zones de force du SPD demeurent concentrées dans le nord-ouest de l'Allemagne.



Il s'agit pour l'essentiel de régions de traditions protestantes (Schleswig-Holstein, Hambourg, Brême, Basse-Saxe) et/ou industrialisées de longue date avec une forte culture syndicale (Ruhr). Ces régions du nord-ouest ne sont plus aujourd'hui les territoires économiquement les plus dynamiques, ce qui a sans doute pesé dans la défaire du SPD qui y obtient des scores flatteurs (cf. graphique ci-dessous) mais ne parvient pas à s'implanter dans le sud prospère, chasse gardée de la CDU/CSU, et est concurrencé par die Linke à l'est.

Les meilleurs scores du SPD (Erstestimmen).



* Le président du SPD

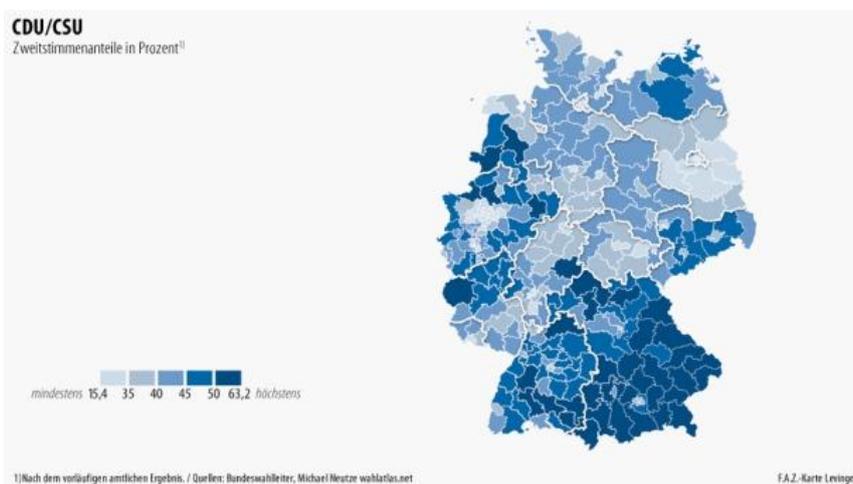
Comme on l'a dit, les deux Länder catholiques du sud, actuellement en situation de plein emploi et moteur de la machine exportatrice allemande, constituent de véritables bastions « noirs » (du nom de la couleur de la CDU/CSU). Tant en Bavière que dans le Bade-Würtemberg voisin, les candidats conservateurs ont souvent été élus avec des scores plus que confortables.

Résultats de la CDU/CSU dans différentes circonscriptions du sud de l'Allemagne.

Bavière		Bade-Württemberg	
Altötting	65,8%	Zollernalb	60,7%
Traumstein	62,6%	Odenwald-Tauber	59,1%
Deggendorf	61,4%	Calw	58,5%
Straubing	61,2%	Rottweil-Tuttlingen	57,8%
Rottal-Inn	61,1%		

A cette large assise méridionale s'ajoutent des fiefs plus dispersés mais néanmoins nombreux, dans les Länder de l'ouest. Il s'agit souvent de territoires moyennement ou assez peu urbanisés, isolats catholiques dans des environnements protestants. On pourra citer Fulda (58,3%) en Hesse, la région de Paderborn en Westphalie (59,1% à Paderborn et 56,1% dans la circonscription voisine de Hochsauerlandkreis) ou bien encore Mittellems (59%) et la circonscription de Cloppenburg-Vechta (66,3%) en Basse-Saxe.

Dans l'ancienne RDA, les conservateurs obtiennent des scores élevés en Saxe, ainsi qu'à l'autre extrémité, tout au nord, sur les bords de la mer Baltique, notamment dans la circonscription de Vorpommern-Rüggens, où Angela Merkel se présentait et a obtenu 56,2% des voix, quand son rival Peer Steinbrück a lui été battu au scrutin direct avec 34,6% des voix dans sa circonscription de Mettmann en Basse-Saxe. Si dans le Brandebourg, à Hambourg et dans la Ruhr, le CDU/CSU réalise d'assez faibles scores, la force de ce parti est de pouvoir compter non seulement sur des fiefs nombreux mais également sur un niveau minimal de vote d'au moins 35% sur la majeure partie du territoire comme le montre la carte. Et c'est en partie sur ce socle électoral bien réparti sur le territoire que le parti de la Chancelière a construit son éclatante victoire.



Jérôme Fourquet

Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Ifop

Octobre 2013